

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les organisations de défense des droits de l'homme de la Province du Nord-Kivu alertent le Gouvernement de la RDC, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, États-Unis d'Amérique, l'Union Européenne, l'Union Africaine et le Gouvernement du Qatar sur la mise en œuvre d'un nouveau plan de sabotage des processus de paix de Washington et de Doha par le Rwanda

Les organisations de la Société Civile militant pour les droits de l'homme en Province du Nord-Kivu alertent l'opinion nationale, régionale et internationale sur l'intention du Rwanda à saper à tout prix les efforts de paix encourus par la poursuite des combats sur le terrain avec l'objectif de s'emparer des Villes de Kalemie, Kindu et Kisangani. Selon le régime politique au pouvoir au Rwanda, la prise des Villes de Goma et de Bukavu par le RDF-M23-AFC n'a pas mis le Gouvernement Congolais en position de faiblesse. Il faut la conquête d'autres grands espaces pour pousser Kinshasa à céder sans tergiversation aux exigences du Rwanda via le M23-AFC.

Les informations dignes de foi font état de retrait des combattants M23-AFC sur les premières lignes des fronts donnant place aux militaires de la Force Spéciale Rwandaise bien équipés pour poursuivre la conquête des villages et villes au motif que le Rwanda ne se sent pas en bonne position avec l'évolution des pourparlers de paix aussi bien de Washington aux États Unis d'Amérique que ceux de Doha au Qatar et ne jure que par la politique du chaos pour tenter de ramener les cartes politiques à sa faveur.

Déjà ce jeudi 20 Novembre 2025, les militaires Rwandais qui étaient déployés dans en Territoire de Nyiragongo dans la profondeur du Parc National des Virunga avaient été retirés des positions initiales et rassemblés dans l'ancienne base de la Force de l'EAC à Kibati pour être redéployés sur les lignes des fronts surplombants les limites entre le Territoire de Masisi et le Territoire de Walikale. D'autres militaires Rwandais viennent directement du Rwanda et entre au Sud-Kivu pour renforcer les lignes des fronts menant vers Shabunda à Lulingu où il y a l'aérodrome de Tshonka. Notons que sur les lignes de Shabunda se trouvent des voies qui ouvrent sur la Province du Maniema en Territoire de Pangi et la Province de la Tshopo. Ces zones contiennent plusieurs sites miniers riches en cassitérite et en or.

Craignant que ces nouvelles attaques pourraient provoquer des déplacements massifs des populations avec une cohorte des crimes graves sur les civils allant jusqu'à augmenter une autre catastrophe humanitaire à celle qui existe déjà et devant laquelle le Gouvernement Congolais et la Communauté Internationale peinent à pourvoir des réponses adéquates, les organisations de la Société Civile militant pour les droits de l'homme en Province du Nord-Kivu recommandent ce qui suit:

Au Gouvernement de la RDC:

- Une réaction immédiate, coordonnée et déterminée, en collaboration avec l'État-Major général des FARDC, pour stopper l'expansion militaire rwandaise et neutraliser les nouvelles offensives

en préparation.

- Un suivi rigoureux des actions des commandants et des forces engagées sur le terrain pour prévenir toute infiltration, complicité ou défaillance pouvant compromettre la défense de notre souveraineté.
- Une communication transparente, honnête et régulière envers la population et les organisations de la société civile sur l'évolution de la situation.

Au Conseil de Sécurité des Nations Unies, aux USA, à l'Union Européenne, à l'Union Africaine et à l'Etat du Qatar:

- L'utilisation de tous les leviers diplomatiques pour obtenir le **retrait immédiat et inconditionnel des troupes rwandaises** du territoire congolais.
- Des mesures vigoureuses pour empêcher Kigali de saboter les processus de paix en cours à Washington et à Doha, et garantir le respect strict des engagements internationaux pris au titre des pourparlers en cours.

NOUS RAPPELONS :

Aucune paix durable ne peut provenir de l'occupation illégale, du pillage des ressources naturelles, du déplacement forcé des populations et des massacres de civils. Les organisations de la Société Civile militant pour les droits humains au Nord-Kivu refusent de se taire face à cette menace qui pèse sur la vie de millions de Congolais et à la menace croissante d'une balkanisation sanglante de la RDC.

Nous appelons les institutions nationales, les partenaires internationaux et tous les défenseurs des droits humains à se **mobiliser immédiatement** pour protéger les populations civiles et préserver l'intégrité territoriale de la RDC.

Le moment d'agir c'est **maintenant**, avant qu'il ne soit trop tard.

Fait à Beni, le 27 Novembre 2026

Les signataires

N°	ORGANISATION	CONTACTS
1	CIDDHOPE	ciddhopegoma@gmail.com
2	APDDH	apddhasbl.rdc@gmail.com
3	COSEPU	cosepurdc@gmail.com
4	HAKI ZANGU	Hakizanguasbl303@gmail.com
5	LUCHA RDC AFRIQUE	+243 992664208
6	Congo Notre Avenir (CNA)	notreavenircongo@gmail.com
7	STHZ	synergietuteteahakizetu@gmail.com
8	CASC-Rutshuru	+243 902518419